



Groupe européen dédié au développement durable

Société Anonyme au capital de 14 210 464,80 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel Au 30 juin 2013

AUREA est un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable. Le groupe est notamment n°1 en Europe de la régénération des huiles noires moteur, n°1 en Europe pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés, leader en Europe dans le recyclage du PVC rigide. Il est également recycleur de plastiques complexes et d'emballages, recycleur et affineur d'aluminium, recycleur de cuivre et producteur d'alliages cuivreux, recycleur de zinc.

NYSE Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR 0000039232 - Mnémonique AURE - Indices CAC All-Tradable® et CAC Small®

www.aurea-france.com

AURE
LISTED
NYSE
EURONEXT



Rapport Financier Semestriel au 30/06/2013

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 3

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30/06/2013 Page 4

2.1. Présentation du groupe AUREA	Page 4
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2013	Page 4
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2013	Page 5
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2013	Page 6
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2013	Page 6
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 6
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 7

Comptes consolidés au 30 juin 2013 Page 10

Bilan simplifié actif et passif	Page 11
Compte de résultat	Page 12
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 13
Tableau des flux de trésorerie	Page 14
Variation des capitaux propres	Page 15
Annexe aux comptes consolidés	Page 16
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2013	Page 31

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30/06/2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 30/08/2013

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Le Cabinet Gilles HUBERT – 82, rue de Rigny – 94360 Bry sur Marne, représenté par Monsieur Guilhem PRINCE, renouvelé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit - 10, rue Ernest Psichari - 75007 Paris, représenté par Monsieur Sébastien INDUNI, nommé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

La société AUDITEC – 104, rue Réaumur – 75002 Paris, renouvelée le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

Le Cabinet FGH Audit - 8, rue Duplex - 75008 Paris, nommé le 24 juin 2009 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2014.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD
Président Directeur Général
AUREA
3, Avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45
Télécopie: 01 53 83 85 46
aurea-france@fr.oleane.com

www.aurea-france.com

Chapitre 2

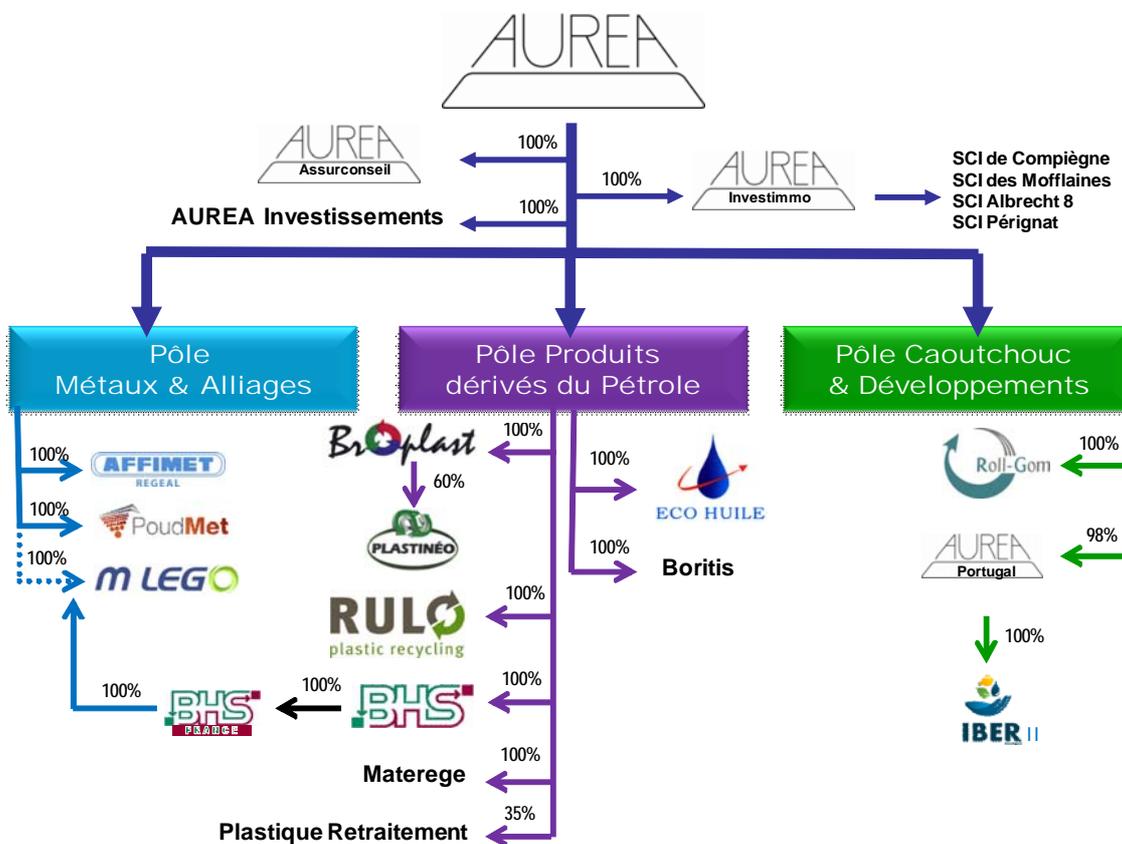
Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30/06/2013

2.1. Présentation du groupe AUREA

AUREA est une société holding, pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable :

- n°1 en Europe de la régénération des huiles noires moteur
- n°1 en Europe pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés
- Leader en Europe dans le recyclage du PVC rigide
- Recycleur de plastiques complexes et d'emballages
- Recycleur et affineur d'aluminium
- Recycleur de cuivre et producteur d'alliage cuivreux
- Recycleur de zinc (acquisition de la société TREZ en juillet 2013)

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2013



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2013

2.3.1. Activité

<i>CA consolidé en M€</i>	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2011
1 ^{er} trimestre	40,4	50,0	44,4
2 ^{ème} trimestre	42,8	45,6	41,7
Total CA consolidé au 30 juin	83,2	95,6	86,1

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2013 s'élève à 83,2 M€, en baisse de 13%, principalement imputable au 1^{er} trimestre. Le 2^{ème} trimestre, hormis l'impact de la baisse des cours moyens des métaux, a montré un niveau global d'activité comparable à celui de l'an dernier.

- Le pôle Métaux & Alliages présente un écart de -10% provenant en grande partie de la baisse des cours des métaux entre les deux semestres. Les activités de recyclage de cuivre ont eu pour leur part un fonctionnement satisfaisant, POUOMET commençant à récolter les fruits de sa réorganisation industrielle et son redéploiement commercial. L'aluminium a continué à subir la baisse du secteur automobile, mais l'activité laisse entrevoir un rebond sur le 2^{ème} semestre.
- Le pôle Produits Dérivés du Pétrole a repris un rythme de production normal au 2^{ème} trimestre, comparable à celui de l'an dernier notamment pour ce qui concerne la régénération de l'huile. La baisse du prix des résines neuves de PVC a toutefois pesé sur les activités de recyclage, alors que l'activité s'est maintenue à un niveau satisfaisant dans les thermoplastiques.
- Le pôle Caoutchouc & Développements a conservé une activité constante sur l'ensemble du semestre, identique à celle de l'an dernier. Les prix dans les pneus restent sous pression, mais l'usine de ROLL GOM a continué de fonctionner à pleine capacité. Dans un environnement économique local qui s'est dégradé, la filiale portugaise poursuit la mise en place de ses activités.

2.3.2. Résultats

<i>Résultats consolidés en M€</i>	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires consolidé	83,2	95,6	86,1
Résultat opérationnel courant	2,5	5,4	4,4
Résultat opérationnel non courant	-0,1	-0,8	3,5
Résultat opérationnel	2,5	4,6	7,9
Résultat avant impôt	2,1	3,8	7,1
Résultat consolidé part du groupe	1,7	2,1	5,9

Le résultat des opérations courantes ressort à 2,5 M€. Ce résultat reflète la faiblesse de l'activité au 1^{er} trimestre 2013 dans des marchés atones et, qui plus est, perturbés par une météorologie défavorable aux transports routiers. Il n'inclut aucun impact d'opérations de croissance externe ou de réorganisations, contrairement aux années précédentes.

- Pôle Métaux & Alliages : Malgré la baisse du cours des métaux sur la période, le pôle a montré une bonne activité dans le recyclage du cuivre, avec de bonnes ventes à l'exportation. POUOMET (poudres de cuivre et d'alliages cuivreux), acquise en 2011 et réorganisée en 2012, a commencé à concourir favorablement au résultat du groupe. Chez REGEAL, outre la baisse du cours de l'aluminium, l'activité a été perturbée par le comportement de concurrents européens rencontrant des difficultés financières.

- Pôle Produits Dérivés du Pétrole : ECO HUILE a connu un fonctionnement industriel satisfaisant et la tendance sur les prix reste soutenue. L'activité plastiques complexes est restée stable, alors que le recyclage PVC souffre de la baisse du prix des résines neuves qui a entraîné un pincement des marges brutes.
- Pôle Caoutchouc & Développements : Le recyclage des pneus usagés évolue dans un marché toujours soumis à une forte pression sur les prix. Les investissements de productivité réalisés les années précédentes ont permis de faire face à cette situation et ROLL GOM continue de fonctionner à pleine capacité. La situation économique et industrielle au Portugal n'a pas permis de générer un décollage significatif de l'activité de traitement des D3E.
- Situation financière au 30 juin 2013 : Les fonds propres consolidés s'élèvent à 70,3 M€ au 30 juin 2013. Compte tenu de l'émission d'obligations pour un total de 13,6 M€ réalisée courant juin, la trésorerie disponible au 30/06/2013 ressort à 31,2 M€. La trésorerie nette de toutes dettes bancaires et obligataires s'élève à 1,9 M€ à la fin du semestre.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2013

AUREA a acquis en janvier 2013 auprès des actionnaires minoritaires de la société RULO, les 20% du capital qui lui manquait. Cette société se trouve désormais contrôlée à 100%.

AUREA a émis en date du 10 juin 2013 un emprunt obligataire de 13,6 M€ qui a été souscrit dans le cadre d'un placement privé. Les obligations porteront intérêt au taux fixe de 4,75% à compter du 12 juin 2013 et seront remboursables in fine le 12 juin 2019, sauf remboursement anticipé. Le produit net de l'émission des obligations s'inscrit dans une optique de diversification et d'allongement de la maturité moyenne des sources de financement d'AUREA.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2013

Le 2^{ème} semestre 2013 semble montrer une légère reprise tirée par l'export, avec des carnets de commandes qui commencent à s'allonger, en particulier dans les métaux. La prudence reste toutefois de mise dans la conduite des affaires, en particulier en ce qui concerne la gestion des comptes clients.

AUREA a annoncé la reprise le 8 juillet 2013 de la société TREZ, spécialisée dans le traitement des déchets de zinc. D'autres dossiers de croissance externe sont à l'étude.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2013 sont de même nature que ceux décrits en pages 64 et suivantes dans le document de référence 2012, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mai 2013 sous le numéro D.13-0576 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

Le groupe constate que ses activités se poursuivent normalement, avec des perspectives en amélioration, malgré un contexte économique perturbé.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2013 et part du capital détenue par AUREA

Société	Forme sociale	% de capital détenu
AUREA Assurconseil	SARL	100%
AUREA Investimmo	SAS	100%
AUREA Investissements	SAS	100%
BHS (Allemagne)	GmbH	100%
BHS France	SARL	100%
BORITIS	SAS	100%
BROPLAST	SAS	100%
ECO HUILE	SA	100%
IBER Recyclagem (Portugal)	SA	98%
IBER Recyclagem II (Portugal)	LDA	98%
M LEGO	SAS	100%
MATEREGE	SARL	100%
OIL ENVIRONNEMENTAL AFRICA (Côte d'Ivoire)	SA	60%
PLASTINEO	SAS	60%
POUDMET	SAS	100%
REGAL	SAS	100%
ROLL GOM	SAS	100%
RULO NV (Belgique)	SA	100%
SCI des Mofflaines	SCI	100%
SCI de Compiègne	SCI	100%
SCI Albrecht 8	SCI	100%
SCI Pérignat	SCI	100%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans la société AUREA.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2013

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, demeurant Rond Point de l'Etoile 3 – 1050 Belgique, né le 17 septembre 1944 à Morzine (74) détient 2 098 846 actions AUREA, soit 17,7% du capital et 22,7% des droits de vote nets.
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, ayant pour numéro unique d'identification 384 723 921 RCS Paris, détient 3 933 430 actions, soit 33,2% du capital et 42,8% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société ZENLOR, SAS au capital de 50 632 111 € dont le siège social est 25, rue Marbeuf - 75008 Paris, immatriculée 478 396 658 RCS Paris, détient 598 209 actions représentant 5,1% du capital et 6,1% des droits de vote nets.

- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28 avenue de l'Opéra - 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 650 000 actions représentant 5,5% du capital et 5,4% des droits de vote nets.

Par ailleurs :

- Messieurs Antoine DIESBECQ, Bernard GALLOIS, René RIPER, Roland du LUART, Madame Myrtille PICARD et la société FINANCIERE 97, administrateurs de la société, détiennent le nombre d'actions minimum pour être administrateur, à savoir 25 actions.

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2013

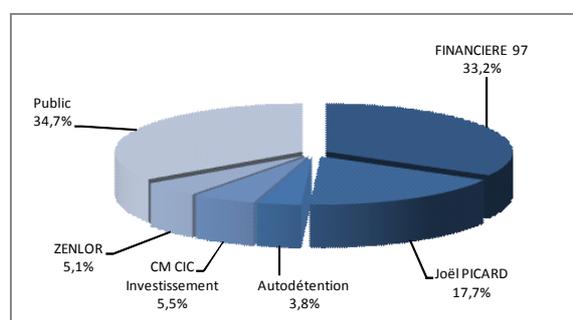
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (**)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	3 933 430	33,2%	7 679 196	41,8%	7 679 196	42,8%
Joël PICARD	2 098 846	17,7%	4 076 083	22,2%	4 076 083	22,7%
NORTHBROOK (*)	21 500	0,2%	21 500	0,1%	21 500	0,1%
Sous total Joël PICARD + FINANCIERE 97 + NORTHBROOK	6 053 776	51,1%	11 776 779	64,1%	11 776 779	65,7%
René RIPER	122 516	1,0%	122 516	0,7%	122 516	0,7%
Antoine DIESBECQ	645	0,0%	645	0,0%	645	0,0%
Bernard GALLOIS	358	0,0%	358	0,0%	358	0,0%
Roland du LUART	5 500	0,1%	5 500	0,0%	5 500	0,0%
Myrtille PICARD	100	0,0%	100	0,0%	100	0,0%
Total Administrateurs	6 182 895	52,2%	11 900 298	64,8%	11 900 298	66,4%
CM CIC Investissement (***)	650 000	5,5%	964 928	5,3%	964 928	5,4%
ZENLOR (***)	598 209	5,1%	1 088 352	5,9%	1 088 352	6,1%
Auto-détention et programme de rachat	446 400	3,8%	446 400	2,4%	-	-
Public	3 964 550	33,5%	3 971 126	21,6%	3 971 126	22,2%
TOTAL	11 842 054	100,00%	18 371 104	100,00%	17 924 704	100,00%

(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Airelle PICARD. Joël PICARD est administrateur délégué de NORTHBROOK.

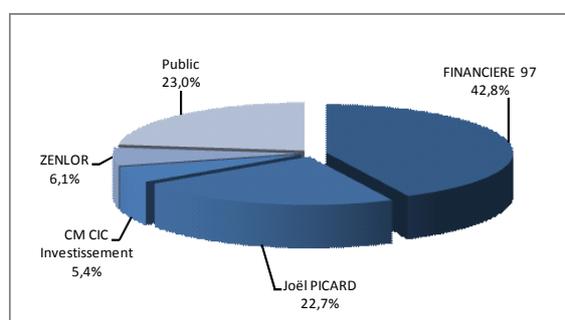
(**) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

(***) A la connaissance de la société (prise en compte uniquement des titres au nominatif)

Répartition du capital au 30/06/2013



Répartition des droits de vote au 30/06/2013



2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2013

Néant

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Déclaration de la société NORTHBROOK Belgium, personne morale liée à Joël PICARD, administrateur délégué :

- Echange le 25 janvier de 21 500 actions AUREA sur la base d'un prix unitaire de 5,60 €

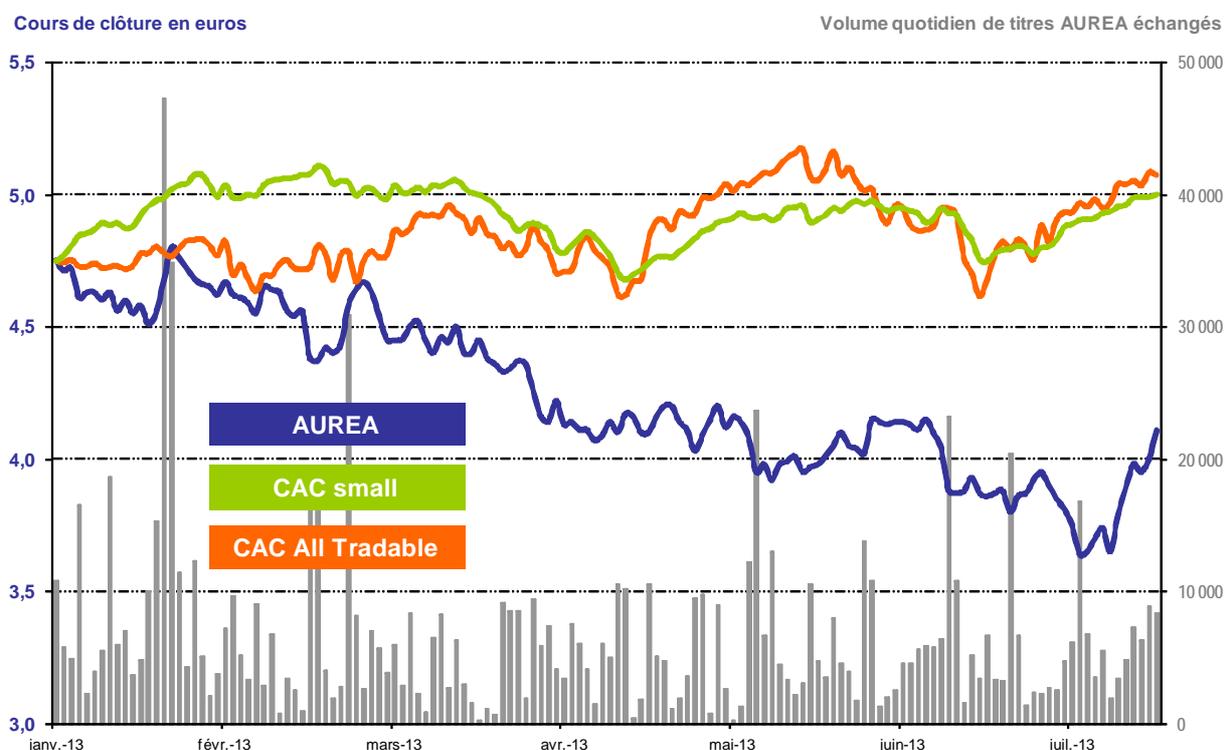
Déclarations de la société FINANCIERE 97, administrateur :

- Acquisition le 24 avril 2013 de 1 012 actions AUREA à un prix unitaire de 4,15 €
- Acquisition le 24 avril 2013 de 487 actions AUREA à un prix unitaire de 4,14 €
- Acquisition le 24 avril 2013 de 800 actions AUREA à un prix unitaire de 4,16 €
- Acquisition le 25 avril 2013 de 201 actions AUREA à un prix unitaire de 4,16 €
- Acquisition le 7 mai 2013 de 1 250 actions AUREA à un prix unitaire de 4,06 €
- Acquisition le 14 mai 2013 de 2 500 actions AUREA à un prix unitaire de 3,928 €
- Acquisition le 15 mai 2013 de 700 actions AUREA à un prix unitaire de 3,95 €
- Acquisition le 16 mai 2013 de 800 actions AUREA à un prix unitaire de 3,95 €
- Acquisition le 21 mai 2013 de 1 200 actions AUREA à un prix unitaire de 3,9292 €
- Acquisition le 23 mai 2013 de 2 800 actions AUREA à un prix unitaire de 3,9431 €

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale du 26/06/2013, dans sa 9^{ème} résolution, a renouvelé l'autorisation pour AUREA d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Au 30/06/2013, la société détenait au total 446 400 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 3,8% du capital.

2.7.8. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2013





Comptes consolidés
au 30 juin 2013

Comptes consolidés au 30/06/2013

Bilan simplifié actif et passif

<i>En K€</i>	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2011
	IFRS	IFRS	IFRS
Ecarts d'acquisition	11 502	10 195	10 195
Immobilisations incorporelles	1 228	2 609	2 505
Immobilisations corporelles	42 592	44 229	39 418
Actifs financiers non courants	1 370	2 079	4 441
Actifs d'impôts différés non courants	1 177	2 709	2 755
Actifs non courants	57 869	61 820	59 313
Stocks	24 133	26 667	22 345
Clients et autres débiteurs	29 692	32 147	32 953
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 215	44 736	49 964
Actifs courants	85 040	103 551	105 261
TOTAL ACTIF	142 909	165 371	164 574

<i>En K€</i>	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2011
	IFRS	IFRS	IFRS
Capital	14 210	14 013	14 523
Primes	19 401	18 946	21 039
Actions propres	-2 452	-2 408	-4 206
Résultats accumulés	37 386	36 915	31 951
Résultat de l'exercice	1 668	2 120	5 911
Intérêts minoritaires	4	269	421
Capitaux propres	70 218	69 855	69 639
Emprunts portant intérêts	23 868	8 233	44 663
Provisions pour risques et charges	87	211	220
Passifs d'impôts différés non courants	6 730	8 945	8 296
Engagements de retraite	1 195	1 133	1 065
Passifs non courants	31 880	18 522	54 244
Provisions pour risques et charges	1 580	1 211	728
Fournisseurs et autres créditeurs	32 611	34 866	32 771
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	5 476	39 178	4 989
Emprunts court terme	5	615	1 062
Autres passifs courants	1 139	1 125	1 142
Passifs courants	40 812	76 994	40 692
TOTAL PASSIF	142 909	165 371	164 574

Comptes consolidés au 30/06/2013

Compte de résultat

<i>En K€</i>	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2011
	IFRS	IFRS	IFRS
Chiffre d'affaires consolidé	83 175	95 595	86 107
Production stockée	292	-211	-1 070
Achats et services extérieurs	-67 680	-75 071	-69 117
Impôts et taxes	-1 067	-1 215	144
Frais de personnel	-10 093	-10 887	-8 667
Autres produits et charges opérationnels	405	-88	-80
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels	-2 522	-2 750	-2 924
Résultat opérationnel courant	2 511	5 372	4 393
Autres produits opérationnels non courants	287	52	4 760
Autres charges opérationnelles non courantes	-338	-872	-1 251
Résultat opérationnel	2 459	4 552	7 901
Coût de l'endettement financier net	-369	-750	-797
Charge d'impôt	-423	-1 693	-1 161
Résultat net des entreprises intégrées	1 667	2 109	5 942
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Résultat net	1 667	2 109	5 942
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 668	2 120	5 911
Intérêts minoritaires	-1	-11	32
Résultat par action	0,15 €	0,19 €	0,52 €
Résultat dilué par action	0,15 €	0,19 €	0,52 €

Comptes consolidés au 30/06/2013

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En K€</i>	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS	30/06/2011 IFRS
Résultat net part du groupe	1 668	2 120	5 911
Ecart de conversion	-	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	1 668	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	1 668	2 120	5 911
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	-1	-11	32
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 667	2 109	5 942

Comptes consolidés au 30/06/2013

Tableau des flux de trésorerie

<i>En K€</i>	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2011
	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	1 667	2 109	5 942
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 591	2 921	2 768
Autres produits et charges calculés	35	-	-4 634
Plus et moins values de cession	50	289	87
Paiement fondé sur des actions	30	41	27
Coût de l'endettement financier net	563	750	797
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	423	1 693	1 161
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Capacité d'autofinancement avant impôt et coût de l'endettement	5 359	7 803	6 148
Variation du BFR :			
Impôts versés et variation des impôts différés	-210	-2 031	-3 278
Variation du BFR lié à l'activité	-2 588	1 834	-441
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)	2 561	7 606	2 430
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 179	-1 121	-1 183
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	-	49
Variations nettes des autres actifs financiers non courants	-25	-214	67
Variation nette des titres non consolidés	-10	-18	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	-	-	3
Incidence des variations de périmètre	-241	-	-1 624
Autres	3	-	-
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-1 427	-1 353	-2 688
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 139	-1 125	-1 142
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
Achat et revente d'actions propres	-4	-50	-6
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	15 184	1 864	9 532
Remboursement des emprunts et dettes financières	-2 787	-3 714	-1 427
Autres flux liés aux opérations de financement	-525	-750	-800
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	10 729	-3 774	6 157
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)	11 862	2 479	5 898
Trésorerie nette d'ouverture	19 348	41 644	43 004
Trésorerie nette de clôture	31 211	44 121	48 902

La capacité d'autofinancement s'entend avant coût de l'endettement financier et impôt.

La variation de trésorerie générée par l'activité comprend la capacité d'autofinancement, la variation du BFR liée à l'activité et les impôts versés. La variation de trésorerie nette correspond à la somme algébrique des sous-totaux A à C.

Comptes consolidés au 30/06/2013

Variation des capitaux propres

<i>En K€</i>	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2010	12 102 747	14 523	21 012	-4 213	32 540	63 862	313	64 175
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	27	-	-	27	-	27
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	6	-	6	-	6
Dividendes	-	-	-	-	-1 142	-1 142	-	-1 142
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	5 911	5 911	32	5 942
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	553	553	76	629
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2011	12 102 747	14 523	21 039	-4 207	37 862	69 217	421	69 639
Capitaux propres au 31/12/2011	11 677 354	14 013	18 904	-2 358	38 040	68 599	279	68 879
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	41	-	-	41	-	41
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-50	-	-50	-	-50
Dividendes	-	-	-	-	-1 125	-1 125	-	-1 125
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	2 120	2 120	-11	2 109
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2012	11 677 354	14 013	18 946	-2 408	39 036	69 586	269	69 855
Capitaux propres au 31/12/2012	11 842 054	14 210	19 371	-2 448	38 477	69 610	294	69 904
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	30	-	-	30	-	30
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-4	-	-4	-	-4
Dividendes	-	-	-	-	-1 139	-1 139	-	-1 139
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	1 668	1 668	-1	1 667
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	47	47	-289	-242
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2013	11 842 054	14 210	19 401	-2 452	39 053	70 212	4	70 216

Le capital d'AUREA est constitué au 30/06/2013 de 11 842 054 actions de 1,20 € entièrement libérées.

A noter que 251 250 actions nouvelles ont été admises aux négociations sur NYSE Euronext Paris le 26/07/2013, suite au paiement du dividende en actions. Compte tenu de ces 251 250 actions nouvelles, le capital d'AUREA est désormais composé de 12 093 304 actions.

Comptes consolidés au 30/06/2013

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée à Paris au compartiment C de l'Eurolist.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre du 1^{er} semestre 2013 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire, les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ». S'agissant des comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, présentés dans le document de référence 2012 D.13-0576 déposé auprès de l'AMF le 29/05/2013.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 (disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les principes comptables appliqués par le Groupe au 30 juin 2013, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012, à l'exception des points présentés ci-dessous (1.1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2013).

Les états financiers d'AUREA au 30 juin 2013 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2013 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014.

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2013

Elles concernent principalement :

- IFRS 13 : « Evaluation à la juste valeur »
- IAS 1 amendée : « Présentation des éléments du résultat global »
- IAS 19 révisée : « Avantages au personnel »
- IFRIC 20 : « Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert »
- Amélioration annuelles, cycle 2009-2011
- IFRS 7 amendée : « Informations à fournir dans le cadre de la compensation d'actifs et de passifs financiers »

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30/06/2013

AUREA n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2013.

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 : « Consolidation »
- IFRS 11 : « Partenariats »
- IFRS 12 : « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »
- IAS 27 révisée : « Etats financiers individuels »
- IAS 28 révisée : « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 : « Dispositions transitoires »

Autres normes :

- IFRS 9 : « Instruments financiers, classification et évaluation »
- IAS 32 amendée : « Compensation d'actifs et de passifs financiers »
- Modification d'IAS 36 : « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers »
- IFRIC 21 : « Droits et taxes »

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

- Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale.
- Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec un ou d'autres actionnaires sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.
- Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre 2 filiales,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2004, le Groupe applique la méthode dite de l'acquisition. En application de cette méthode, le Groupe comptabilise à la juste valeur, aux dates de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de prise de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Lorsqu'un accord prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le Groupe inclut le montant de cet ajustement dans l'évaluation du coût d'acquisition de la société cible à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

Le coût d'acquisition est affecté en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs et des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition, tel que défini ci-dessus, et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en goodwill. La différence négative entre le coût d'acquisition, tel que défini ci-dessus, et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en totalité en résultat opérationnel.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser.

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluations des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

Valorisation des instruments financiers à la juste valeur

La mesure de la juste valeur est déterminée à partir des prix cotés sur un marché actif. Lorsque les prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la juste valeur. Les valeurs mobilières de placement et les participations non consolidés sont valorisées ainsi.

Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts des obligations, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

Impôts sur le résultat

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans la périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrés globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecarts d'acquisition ».

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur (« impairment test ») au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différents catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation : 15 à 20 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencement, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages : 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

Contrats de location financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations encours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

Actifs financiers non courant

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnement et des autres créances immobilisées.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

Titres autodétenus

Les titres auto-détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans les comptes de régularisation passif.

Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisée au bilan.

Le coût des services passé correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique « coût de l'endettement financier ».

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante capitaux propres, la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaire mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante capitaux propres comptabilisée séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante capitaux propres.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste « Partie à court terme des emprunts portant intérêts ».

Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IAS 18 " produits des activités ordinaires " lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, que le revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Les remises commerciales ou rabais sont comptabilisés en déduction du revenu.

2. Faits marquants

AUREA a acquis en janvier 2013 auprès des actionnaires minoritaires de la société RULO, les 20% du capital qui lui manquait. Cette société se trouve désormais contrôlée à 100%.

AUREA a émis en date du 10 juin 2013 un emprunt obligataire de 13,6 M€ qui a été souscrit dans le cadre d'un placement privé. Les obligations porteront intérêt au taux fixe de 4,75% à compter du 12 juin 2013 et seront remboursables in fine le 12 juin 2019, sauf remboursement anticipé. Le produit net de l'émission des obligations s'inscrit dans une optique de diversification et d'allongement de la maturité moyenne des sources de financement d'AUREA.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Par jugement du Tribunal de commerce de Chambéry en date du 8 juillet, AUREA a acquis les actifs de la société TREZ, dont le site industriel est situé à Aiguebelle (Savoie). Avec cette acquisition, le Groupe AUREA poursuit son développement dans la régénération de déchets métalliques et étend son offre à un nouveau métal : le zinc.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecart d'acquisition

<i>En K€</i>	Valeur nette
Valeur au 30/06/2011	10 195
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 31/12/2011	10 195
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2012	10 195
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	1 307
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 31/12/2012	11 502
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2013	11 502

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

<i>En K€</i>	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur brute au 30/06/2011	1 422	1 930	3 352
Acquisitions	-	323	323
Cessions	-	-105	-105
Effets de périmètre et reclassement	-	25	25
Valeur brute au 31/12/2011	1 422	2 173	3 595
Acquisitions	-	39	39
Cessions	-	-6	-6
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2012	1 422	2 206	3 628
Acquisitions	-	251	251
Cessions	-	-164	-164
Effets de périmètre et reclassement	-1 422	-	-1 422
Valeur brute au 31/12/2012	0	2 293	2 293
Acquisitions	-	41	41
Cessions	-	-9	-9
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2013	0	2 325	2 325

<i>En K€</i>	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Amortissements au 30/06/2011	-	-847	-847
Amortissements de la période	-115	-121	-236
Cessions	-	104	104
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Amortissements au 31/12/2011	-115	-864	-979
Amortissements de la période	-	-47	-47
Cessions	-	6	6
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Amortissements au 30/06/2012	-115	-904	-1 019
Amortissements de la période	-	-201	-201
Cessions	-	76	76
Effets de périmètre et reclassement	115	-	115
Amortissements au 31/12/2012	0	-1 030	-1 030
Amortissements de la période	-	-72	-72
Cessions	-	3	3
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-
Amortissements au 30/06/2013	0	-1 099	-1 099

<i>En K€</i>	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur nette au 30/06/2011	1 422	1 083	2 505
Valeur nette au 31/12/2011	1 307	1 309	2 616
Valeur nette au 30/06/2012	1 307	1 303	2 609
Valeur nette au 31/12/2012	0	1 263	1 263
Valeur nette au 30/06/2013	0	1 226	1 226

Immobilisations corporelles

<i>En K€</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 30/06/2011	3 747	9 997	60 812	3 216	1 988	79 760
Acquisitions	16	2 548	971	296	2 466	6 297
Cessions	-	-158	-1 741	-176	-2 264	-4 339
Effets de périmètre et reclassement	296	712	4 929	-125	37	5 849
Valeur brute au 31/12/2011	4 059	13 099	64 971	3 211	2 226	87 569
Acquisitions	3	120	567	88	619	1 397
Cessions	-	-79	-2 015	-146	-327	-2 568
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2012	4 062	13 140	63 523	3 152	2 518	86 395
Acquisitions	477	231	1 178	92	122	2 099
Cessions	-3	-10	-608	-49	-	-322
Effets de périmètre et reclassement	482	-482	401	-	401	-
Valeur brute au 31/12/2012	5 017	12 878	64 494	3 196	2 570	88 155
Acquisitions	1	53	783	207	507	1 551
Cessions	-	-	-267	-290	-34	-591
Effets de périmètre et reclassement	-	-	65	-	-65	-
Valeur brute au 30/06/2013	5 018	12 931	65 075	3 113	2 978	89 115

<i>En K€</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 30/06/2011	-303	-5 433	-31 743	-2 871	-	-40 348
Amortissements de la période	-34	-285	-2 053	-101	-	-2 473
Cessions	-	5	940	119	-	1 064
Effets de périmètre et reclassement	-	-	104	-10	-	94
Amortissements au 31/12/2011	-337	-5 712	-32 752	-2 863	-	-41 664
Amortissements de la période	-	-246	-2 138	-108	-	-2 492
Cessions	-	20	1 823	146	-	1 989
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2012	-337	-5 939	-33 067	-2 825	-	-42 167
Amortissements de la période	-22	-408	-2 438	-119	-	-2 986
Cessions	50	47	624	16	-	737
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 31/12/2012	-309	-6 299	-34 886	-2 928	-	-44 421
Amortissements de la période	-9	-296	-1 931	-110	-	-2 347
Cessions	-	-	162	83	-	245
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2013	-318	-6 595	-36 655	-2 955	-	-46 523

<i>En K€</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 30/06/2011	3 444	4 565	29 069	345	1 988	39 412
Valeur nette au 31/12/2011	3 722	7 387	32 214	348	2 230	45 901
Valeur nette au 30/06/2012	3 724	7 201	30 456	327	2 518	44 228
Valeur nette au 31/12/2012	4 708	6 579	29 608	268	2 570	43 734
Valeur nette au 30/06/2013	4 700	6 335	28 421	158	2 978	42 592

<i>En K€</i>	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Dont location financement au 30/06/2011	12 852	-4 889	7 963
Dont location financement au 31/12/2011	13 814	-5 096	8 718
Dont location financement au 30/06/2012	14 006	-5 602	8 404
Dont location financement au 31/12/2012	14 181	-6 126	8 055
Dont location financement au 30/06/2013	14 505	-6 570	7 935

Note 3 : Actifs financiers non courants

Titres de participation non consolidés

<i>En K€</i>	Au 31/12/2012	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/2013
OIL ENVIRONMENTAL AFRICA	34	-	-	34
Autres	11	10	-	21
Total participations détenues	45	10	-	55

Autres actifs financiers

<i>En K€</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Dépôts et cautionnements versés	1 080	1 022	1 733	1 621	547
Autres créances immobilisées	235	268	282	61	305
Total autres actifs financiers	1 315	1 290	2 015	1 682	852

Note 4 : Stocks

<i>En K€</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Métaux & Alliages	18 904	18 510	19 757	19 909	16 089
Produits Dérivés du Pétrole	4 461	3 984	5 926	7 720	5 386
Caoutchouc & Développements	961	1 091	1 145	867	983
Total valeurs brutes	24 326	23 585	26 828	28 493	22 458

<i>En K€</i>	Au 31/12/2012	Dotations	Reprises	Au 30/06/2013
Métaux & Alliages	-122	-25	60	-87
Produits Dérivés du Pétrole	-198	-71	198	-71
Caoutchouc & Développements	-38	-24	27	35
Total dépréciations	-358	-120	285	-193

<i>En K€</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Métaux & Alliages	18 817	18 388	19 727	19 858	16 012
Produits Dérivés du Pétrole	4 390	3 786	5 814	7 681	5 374
Caoutchouc & Développements	926	1 053	1 126	853	959
Total valeurs nettes	24 133	23 227	26 667	28 391	22 345

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Créances clients et comptes rattachés	18 578	12 794	20 586	16 764	21 423
Etat, organismes sociaux	4 754	1 529	3 230	2 992	6 082
Créances diverses	5 771	4 516	7 625	4 975	4 958
Charges constatées d'avance	589	371	706	396	490
Total clients et autres débiteurs	29 692	19 210	32 147	25 127	32 953

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2013	31/12/2012
Créances clients facturées	19 130	13 286
Dépréciation des créances clients	-552	-492
Créances clients nettes	18 578	12 794

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2013	31/12/2012
< 30 jours	1 866	3 691
Entre 30 et 60 jours	172	85
Entre 60 et 90 jours	17	57
> 90 jours	87	81

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2013	31/12/2012
Actions et obligations	686	701
OPCVM	12 599	6 418
Dépôts à terme	13 795	8 799
Total équivalents de trésorerie	27 080	15 919
Disponibilités	4 136	3 432
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 217	19 351
Concours bancaires à CT (cf. note 8)	-5	-3
Trésorerie à la clôture	31 211	19 348

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture au 01/01/2013	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		Clôture au 30/06/2013
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	104	-	-	13	-	91
Provisions pour risques et charges	104	-	-	13	-	91
Engagements pour indemnités de fin de carrière	1 195	-	-	-	-	1 195
Passifs courants :						
. Risques opérationnels	408	-	27	33	-	402
. Risques sociaux	1 197	-	-	-	48	1 149
. Risques divers	29	-	-	-	-	29
Provisions pour risques et charges	1 634	-	27	33	48	1 580

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Passifs non courants :					
Dettes c/o établissements bancaires	9 398	9 056	6 138	12 154	9 233
Autres emprunts et dettes assimilées	14 440	1 353	2 095	-	35 387
Autres dettes	31	94	-	-	42
Emprunts portant intérêts	23 868	10 502	8 233	12 154	44 663
Passifs courants :					
Dettes c/o établissements bancaires	3 991	5 287	4 321	5 273	3 966
Autres emprunts et dettes assimilées	1 482	1 583	34 857	32 958	2 032
Autres dettes	2	2	-	-	53
Partie à CT des emprunts portant intérêts	5 476	6 871	39 178	38 231	6 050
Total des dettes financières	29 344	17 373	47 411	50 385	50 714

En K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Total des dettes financières	29 344	17 373	47 411	50 385	50 714
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 6)	-31 211	-19 351	-44 736	-42 350	-49 964
Endettement net	-1 867	-1 978	2 675	8 335	750

En K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Autres emprunts	13 389	14 342	10 459	17 427	12 137
Total des emprunts	13 389	14 342	10 459	17 427	12 137
Concours bancaires CT	5	3	615	406	1 062
Total dettes c/o établissements bancaires	13 394	14 345	11 074	17 833	13 199

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Part à 1 an au plus	5 476	6 871	39 178	38 231	6 050
Part exigible de 1 à 5 ans	10 167	10 243	8 162	11 999	44 552
Part exigible au-delà de 5 ans	13 701	259	71	155	112
Total dettes	29 344	17 373	47 411	50 385	50 714

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Fournisseurs et comptes rattachés	22 281	15 916	22 859	18 859	22 838
Etat et organismes sociaux	6 589	5 058	8 252	4 607	8 244
Dettes diverses	3 498	2 311	3 701	3 668	1 535
Comptes de régularisation passifs	243	222	54	396	155
Total fournisseurs et autres créditeurs	32 611	23 507	34 866	27 530	32 771

Note 11 : Besoins en fonds de roulement

En K€	30/06/2013	31/12/2012
Stocks	-906	5 164
Créances clients et comptes rattachés	-6 134	3 743
Fournisseurs et comptes rattachés	6 724	-3 176
Autres actifs courants	-5 065	1 922
Autres passifs courants	2 793	-2 693
Total	-2 588	4 960

5. Notes au compte de résultat consolidé

Note 12 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions autodétenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

Le tableau ci-dessous indique le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 30/06/2011	6 652	12 730 762	0,52 €
Résultat avant dilution au 31/12/2011	6 049	11 578 751	0,54 €
Paiements fondés sur des actions OCEANE	61 1 395	24 900 1 207 659	
Résultat net dilué au 31/12/2011	7 505	12 811 310	0,54 €
Résultat avant dilution au 30/06/2012	2 120	11 241 407	0,19 €
Paiements fondés sur des actions OCEANE	41 660	24 900 1 207 659	
Résultat net dilué au 30/06/2012	2 821	12 473 966	0,19 €
Résultat avant dilution au 31/12/2012	1 944	11 301 609	0,17 €
Paiements fondés sur des actions	31	23 600	
Résultat net dilué au 31/12/2012	1 975	11 325 209	0,17 €
Résultat avant dilution au 30/06/2013	1 668	11 395 654	0,15 €
Paiements fondés sur des actions	30	23 600	
Résultat net dilué au 30/06/2013	1 698	11 419	0,15 €

Nombre d'actions = nombre total d'actions – actions détenues en autocontrôle

Nombre d'actions au 31/12/2012 = nombre moyen d'actions ordinaires 11 749 639 – 448 030 actions d'autocontrôle

Nombre d'actions au 30/06/2013 = nombre d'actions ordinaires 11 842 054 – 446 400 actions d'autocontrôle

Note 13 : Information sectorielle

Informations par segment opérationnel

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits Dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2013
Chiffre d'affaires	57 946	19 566	5 651	13	83 175
Actifs non courants	24 559	24 365	6 454	2 490	57 869

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits Dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2012
Chiffre d'affaires	64 116	25 863	5 603	13	95 595
Actifs non courants	25 284	29 308	4 511	2 795	61 899

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliage	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2011
Chiffre d'affaires	65 117	15 249	5 728	12	86 107
Actifs non courants	19 433	29 240	4 693	5 948	59 313

Informations par nationalité des sociétés

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2013
Chiffre d'affaires	80 623	2 552	83 175
Actifs non courants	51 719	6 150	57 869

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2012
Chiffre d'affaires	91 802	3 793	95 595
Actifs non courants	55 445	6 454	61 899

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2011
Chiffre d'affaires	82 696	3 411	86 107
Actifs non courants	54 029	5 284	59 313

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2013

Sociétés françaises		
		Société mère
AUREA	Paris 8 ^{ème}	
AUREA Assurconseil	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA Investimmo	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA Investissements	Paris 8 ^{ème}	100%
BHS France	Paris 8 ^{ème}	100%
BORITIS	Paris 8 ^{ème}	100%
BROPLAST	Izernore	100%
Compagnie Française ECO HUILE	Lillebonne	100%
M LEGO	La Ferté Bernard	100%
MATEREGE	Paris 8 ^{ème}	100%
PLASTINEO	Poligny	60%
POUDMET	Bailleval	100%
REGEAL	Compiègne	100%
ROLL GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
SCI des Mofflaines	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI de Compiègne	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
BHS GmbH (Allemagne)	Blieskastel Bockweiler	100%
AUREA Portugal (ex IBER Reciclagem) (Portugal)	Vila Nova de Gaia	98%
IBER Reciclagem II (Portugal)	Vila Nova de Gaia	98%
RULO (Belgique)	Herinnes lez Pecq	100%

Comptes consolidés au 30/06/2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2-III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Président du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Bry sur Marne, le 30 août 2013

Les commissaires aux comptes

Pour le Cabinet CFG AUDIT
Sébastien INDUNI



Pour le Cabinet Gilles HUBERT
Guilhem PRINCÉ

